



# Le **GREAT** Savoir

Groupe de recherche en économie appliquée et théorique

N° 033

" Réfléchir à changer "

Septembre 2013

## Le citoyen, l'Etat et la corruption



François Koné, Massa Coulibaly

### Editorial



Qu'est-ce qui fait le corrompu, le fait d'encaisser indûment ou de solliciter d'encaisser tout aussi indûment en tant que tel ou la loi. Le fait de voler un boeuf relève sans doute du vol mais seule la loi peut faire de son auteur un voleur. Sans doute encore que seule la loi sait où est la corruption. Mais qui du corrompu ou du corrupteur est le plus hors-la loi.

Pendant que sévit la corruption ou que bourdonne son marché avec autant de demandes que d'offres (sans pour autant

que l'on sache exactement de quoi tout cela retourne), les économistes s'interrogent sur son terreau de prédilection, à savoir la délégation de pouvoirs surtout dans un contexte de pauvreté et d'inégalités sociales, les juristes durcissent les lois sans se poser de question, les politiciens, sans doute plus pragmatiques que philosophes, promettent gratuitement qu'ils vont l'exterminer, bien sûr avec la bénédiction des corrupteurs et l'appui des corrompus. La perception du citoyen paraît on ne peut plus naïve face aux certitudes des uns et des autres.

La perception populaire va de l'absence d'expérience du phénomène à sa déclassification des priorités de développement. A y s'en tenir on ne peut faire de la lutte contre la corruption une vision de développement, la vision se construisant davantage pour quelque chose que contre quelque chose.

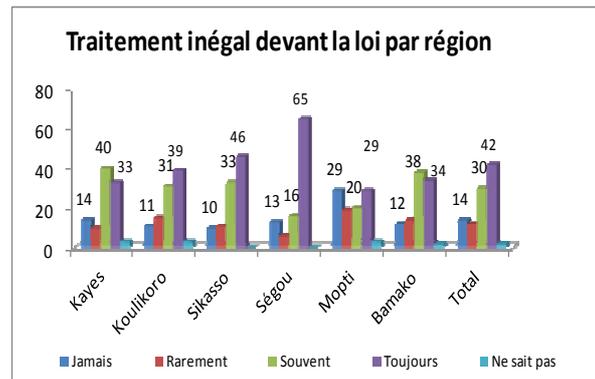
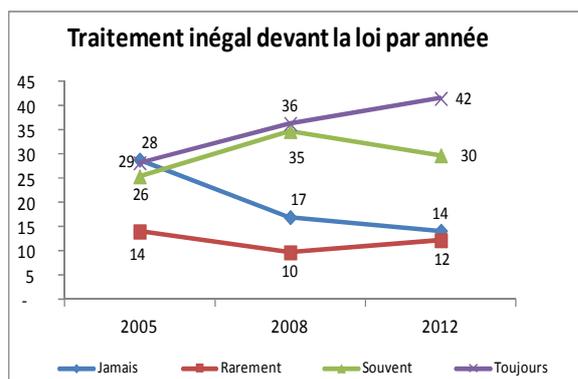
**Massa Coulibaly**

## Introduction

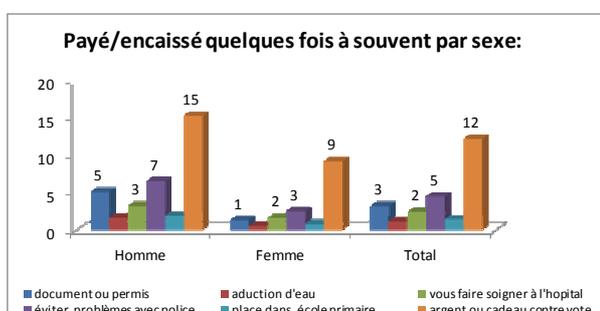
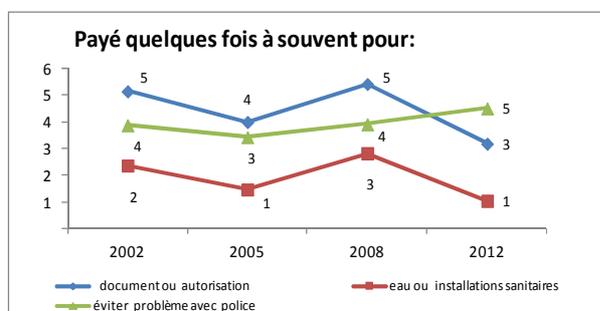
En décembre 2012, une enquête nationale Afrobaromètre a interrogé un échantillon aléatoire de 1200 adultes maliens des deux sexes (avec autant d'hommes que de femmes) sur leurs perceptions de la corruption au Mali. Celles-ci vont de la perception des inégalités à l'efficacité des politiques de lutte contre la corruption en passant par le favoritisme, la transparence et l'ordre de priorité de la problématique des pots de vin dans le processus de développement du pays.

### 1. Inégalité, pot de vin et corruption

Le sentiment d'inégalité de traitement devant la loi reste très fort et est même en légère hausse en 2012 par rapport à 2005, 72% contre 71 des personnes qui déclarent que les gens sont souvent ou toujours inégalement traités devant la loi. Les perceptions d'inégalité sont plus fortes à Ségou et à Sikasso avec respectivement 81% et 79% d'enquêtés estimant que les gens sont souvent ou toujours inégalement traités devant la loi. Les perceptions d'inégalité devant la loi sont d'autant plus fortes que le niveau d'instruction est élevé, 81% pour le supérieur, 76% pour le secondaire et 68% pour les sans instruction.

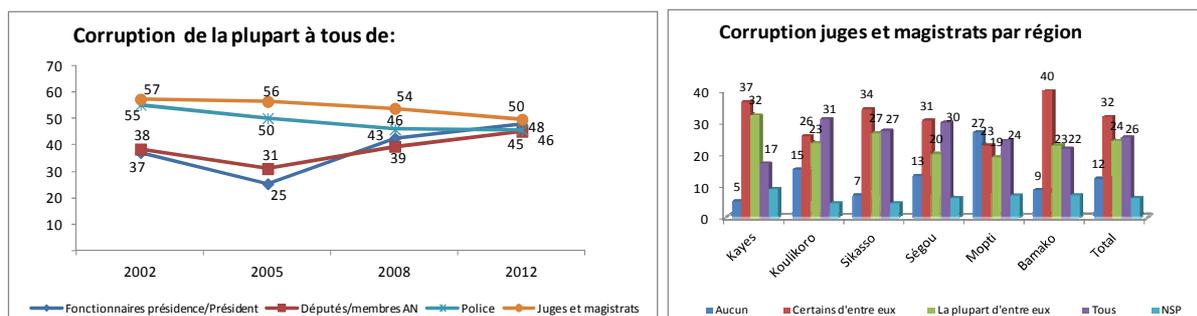


La proportion de citoyens ayant fait l'expérience de paiements illicites pour obtenir un service public est globalement faible mais depuis 2005, ces paiements sont de plus en plus fréquents à la police. En 2012, 5% des interviewés ont eu à payer pour éviter un problème avec la police (7% des hommes contre 3% des femmes), 3% pour obtenir un document ou une autorisation, et 1% pour obtenir les services à usage domestique comme l'eau courante.



Le vote contre argent ou cadeau est la transaction illicite la plus fréquente dans le pays avec 12% des citoyens ayant fait cette expérience, pour 15% des hommes et 9% des femmes. Cette pratique atteint les 19% à Koulikoro ou Sikasso.

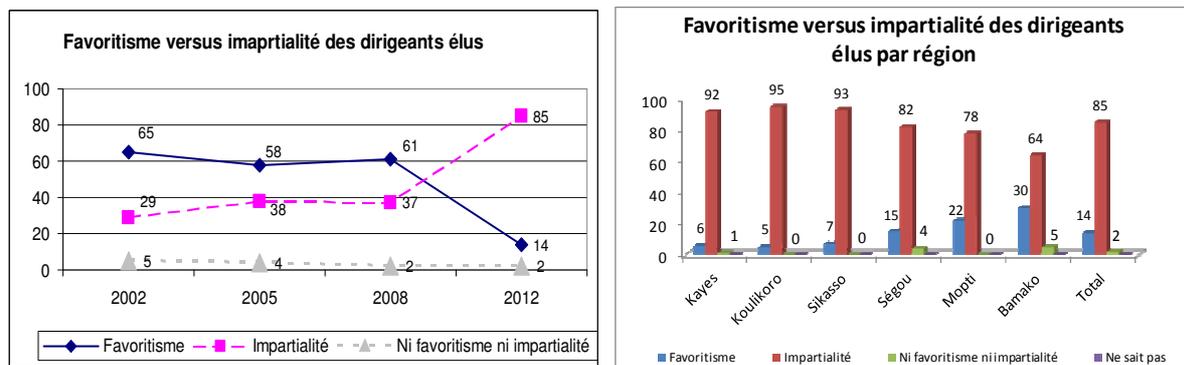
Chez le citoyen, la perception d'implication dans des affaires de corruption reste forte mais en baisse pour les juges et magistrats contrairement à la Présidence de la République et à l'Assemblée nationale pour lesquelles ladite perception est certes moins forte mais en hausse depuis 2005. En 2012, la moitié des enquêtés (50%) pensent que la plupart ou tous les juges et magistrats sont impliqués dans des affaires de corruption alors que cette proportion est de 48% pour les travailleurs de la présidence, 48% pour les membres du gouvernement, 46% pour les policiers, 45% pour les députés de l'Assemblée nationale et 42% pour les conseillers communaux.



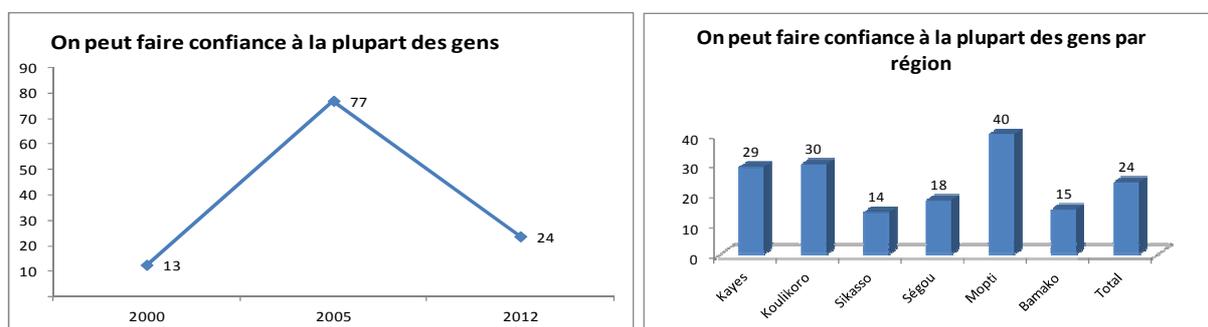
En matière de perceptions de corruption des juges/magistrats, Bamako vient en tête (55% de la plupart d'entre eux à tous), suivie de Koulikoro et Sikasso (54% chacune). Plus d'un quart des résidents de Mopti (27%) estiment qu'aucun magistrat/juge n'est impliqué dans la corruption.

## 2. Corruptibilité, favoritisme et transparence

Les maliens ont une très forte prédisposition (99%) à demander un avantage indu, prioritairement à un parent (72%) et, dans une moindre mesure, à un ami ou un voisin (15%) mais rarement à quelqu'un du même village d'origine encore moins à un supérieur. Vis-à-vis des dirigeants élus, ils pensent de moins en moins que ceux-ci devraient favoriser leur communauté ou groupe d'origine (de 61% en 2008 à 14% en 2012). De façon équivalente, ils sont de plus en plus nombreux (de 37% en 2008 à 85% en 2012) à souhaiter l'impartialité de ces dirigeants. Curieusement, les citoyens de niveau secondaire et supérieur sont proportionnellement plus nombreux à souhaiter le favoritisme, 23 et 19% respectivement. De même, le favoritisme serait davantage toléré à Bamako (30% contre 14% au plan national) et Mopti (14%).

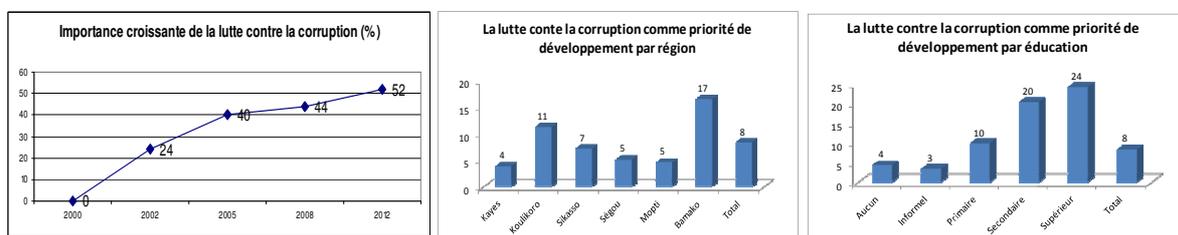


La confiance interpersonnelle est en baisse en 2012, comparativement à 2005, 24% contre 77%. Mopti a le niveau de confiance le plus élevé (40%) et Sikasso (14%) et Bamako (15%) les niveaux les plus bas.



### 3. La corruption comme problème de développement

La lutte contre la corruption est de plus en plus une priorité pour les citoyens maliens. Du dernier rang (25<sup>ème</sup>) de priorité de développement en 2000, elle est montée à la 12<sup>ème</sup> place de ce même classement en 2012, même si seulement 8% des maliens font de la corruption un des 3 premiers problèmes les plus importants auxquels le gouvernement devrait s'attaquer. Les maliens du milieu urbain (14%), des niveaux secondaire (20%) et supérieur (24%), de Bamako (17%) et de Koulikoro (11%) sont proportionnellement plus nombreux que la moyenne nationale (8%) à placer la corruption parmi les trois principaux problèmes auxquels le pays fait face.



### 4. Les performances du gouvernement dans la lutte contre la corruption

Selon les perceptions des citoyens, les performances du gouvernement dans la lutte contre la corruption sont en baisse depuis 2005. Ainsi, en 2012, près de 7 maliens sur 10 jugent "plutôt mal à très mal" la réponse du gouvernement à la lutte contre la corruption, contre 50% en 2005 et 59% en 2008. Les jugements les plus sévères proviennent de Sikasso (80%).

